

Saipem, la compagnie d'ingénierie énergétique appartenant à l'Etat italien, a vendu 20% de ses actions, la plupart à des investisseurs étrangers, alors que le groupe électronique étatisé STET négociait trois projets communs avec IBM dans le secteur des micro-processeurs, de la robotique et des télécommunications.

A l'autre extrémité du spectre politique européen, le succès connu par le programme de privatisations britannique, a encouragé les gouvernements de droite en Allemagne et aux Pays-Bas à faire part de leurs objectifs identiques. Le retour au pouvoir des démocrates chrétiens en Allemagne Fédérale apporta des promesses de réduction du rôle de l'Etat dans le secteur industriel. Aussi, en 1984, le ministre des Finances présenta-t-il une liste de 11 candidats à la privatisation. De même, le gouvernement des Pays-Bas identifiait en 1982 14 compagnies devant être vendues et instaura un programme radical de privatisation qu'il présenta devant une commission interministérielle en 1985. Mais si l'expérience britannique démontre qu'il existe peu de limites au retrait de l'Etat du secteur de la production qui ne peuvent être franchies, surtout lorsque les circonstances politiques s'y prêtent, l'expérience ailleurs démontre que rarement sont-elles aussi favorables! En RFA, par exemple, les propositions de privatisation visent à réduire, plutôt qu'à vendre les intérêts du gouvernement dans onze groupes industriels, banquiers et du domaine des transports. Parce qu'il s'agit du gouvernement de coalition et parce qu'il n'est pas dirigé par une personnalité aussi énergique qu'en Grande-Bretagne, les tenants de la privatisation firent face à une véritable lutte politique. Les objections fusèrent, non seulement de l'opposition démocrate sociale, mais aussi des syndicats et des milieux nationalistes. Ainsi, par exemple, l'Union Chrétienne Sociale (CSU) de F.J. Strauss, l'un des membres de la coalition gouvernementale, ne souhaitait pas voir une si importante réduction de la participation du gouvernement dans la compagnie aérienne nationale Lufthansa. A vrai dire, l'initiative allemande de privatisation s'est avéré être très timide. Bien qu'on ait procédé à la vente d'un certain nombre d'actions, en réduisant notamment de 43% à 30% la participation de l'Etat dans la compagnie de holding VEBA, ces ventes partielles, occasionnent des entrées de fonds pour le Trésor public sans pour autant changer de façon appréciable le rôle important joué par l'Etat dans l'économie allemande. Comme l'affirmait le *Financial Times*: "deux ans plus tard, le contrôle exercé par Bonn sur près de 900 entreprises n'a pas, à toutes fins pratiques, été modifié" (15 novembre 1984).

### **Les tendances futures**

L'expérience européenne des années 1980, atteste que tous les gouvernements cherchent activement des solutions dépassant les canons des politiques keynesiennes, pour se sortir de la récession. Au sein de cette